

Les subsides

[Français]

Je conclus donc en disant: Que l'entente canado-américaine sur les Grands Lacs «devrait» s'étendre au fleuve et non pas «pourrait» s'étendre au fleuve.

[Traduction]

M. Warner: Monsieur le Président, je suis certainement d'accord avec le député de Saint-Jacques (M. Guilbault) étant donné que mes électeurs habitent également une région située en bordure du Saint-Laurent. La pollution des Grands Lacs et ses conséquences pour le Saint-Laurent nous préoccupent vivement. Les efforts déployés par l'un de mes électeurs, M. George Williamson, du 1603 rue Princess, à Cornwall, en témoignent.

Entre 500 à 1,000 substances chimiques sont déversées dans le système des Grands Lacs. Il faut également faire quelque chose contre ces polluants. M. Williamson a certainement cherché à remédier à la pollution de nos eaux. Tout le monde, y compris les pouvoirs publics, peut participer à cet effort.

Le député de Saint-Jacques a mentionné que des égouts se déversaient dans le Saint-Laurent et dans le système des Grands Lacs. Les municipalités et les gouvernements provinciaux, ainsi que le gouvernement fédéral, doivent conjuguer leurs efforts pour remédier à la situation.

M. Williamson, du 1603 rue Princess, à Cornwall, a mis au point un produit qui coûte \$30 et qui permettra de nettoyer les siphons d'évier sans utiliser de produits chimiques. Ce dispositif emploie uniquement de l'eau pure, sous pression, et peut s'adapter à tous les robinets. Il n'y a pas de produits chimiques, pas de gâchis, pas de danger, pas de note du plombier. C'est un dispositif qui peut être utilisé dans toutes les maisons, dans l'industrie ou dans les bureaux du gouvernement.

● (1640)

M. Williamson, 1603 Princess Street à Cornwall, sera sûrement heureux de répondre aux demandes de tous ceux qui veulent contribuer à l'élimination des produits chimiques toxiques qui sont d'usage si courant dans les produits nettoyants pour tuyaux d'écoulement. Le député de Saint-Jacques serait-il intéressé à utiliser ce produit?

M. Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, si le député de Stormont-Dundas (M. Warner) m'offre un échantillon du produit en question, je serai heureux d'en faire l'essai. Je le répète, la région de Montréal compte plus de deux millions d'habitants, aussi il suffit de peu de chose de la part de chaque individu pour polluer complètement une rivière. Une bonne proportion des eaux usées sont maintenant traitées car il existe une usine de traitement à Montréal, mais le problème n'est pas complètement réglé. Il faudra encore deux ans pour que toutes les eaux usées soient traitées avant d'être déversées dans le fleuve. Nous pourrions entre-temps utiliser le dispositif de M. Williamson.

Je crois qu'une bonne partie de la circonscription du député fait partie du territoire couvert par l'Accord sur la qualité de l'eau des Grands Lacs. Sa région peut bénéficier de toutes les compétences et du financement de cette organisation internationale mixte, alors que nous, à Montréal, en sommes exclus. C'est pourquoi je demandais que le territoire couvert par cet accord international soit étendu pour englober Montréal ou

même Québec. Le fleuve Saint-Laurent doit transporter tout ce qui est jeté dans les Grands Lacs.

Malheureusement, si nous voulons régler le problème de Montréal, il nous faudra nous-même acheter le produit de M. Williamson. Nous ne recevons aucune subvention pour cet achat que je suis prêt à essayer. Cependant, si dans sa région le député peut tout comme moi utiliser ce produit, il peut également avoir recours aux services de la Commission mixte, ce qui m'est impossible.

[Français]

Le président suppléant (M. Charest): Questions ou commentaires, l'honorable député de Saint-Henri—Westmount a la parole.

M. Johnston: Monsieur le Président, avoir l'occasion de me lever à la Chambre et d'appuyer la motion proposée par mon collègue, le député de Davenport (M. Caccia), me donne beaucoup de plaisir.

[Traduction]

Je n'avais pas prévu avoir cette chance mais je vous assure, monsieur le Président, que je suis très heureux de la saisir.

Le sujet de la motion sur les Grands Lacs, la rivière St. Clair et évidemment le Saint-Laurent prend une importance toute particulière pour moi, comme pour mon collègue, le député de Saint-Jacques (M. Guilbault) qui, comme moi, représente une circonscription de la grande ville de Montréal. Je reviendrai sur ce sujet dans quelques minutes,

[Français]

monsieur le Président, mais j'aimerais signaler le fait que le canal Lachine, qui représente pour la ville de Montréal une opportunité extraordinaire comme endroit récréatif, se trouve aussi dans ma circonscription. Le canal Lachine est tellement pollué qu'on a même défendu, monsieur le Président, de mettre des canots à l'eau.

[Traduction]

Vous pouvez constater, monsieur le Président, que je m'intéresse personnellement à cette question au nom de mes électeurs et des habitants de la ville de Montréal.

Avant d'aborder le vif du sujet de la motion, je voudrais la replacer dans un contexte plus large. Ceux d'entre nous qui avons suivi le débat sur l'environnement sur la scène mondiale savons que notre biosphère est en grand danger. Ce n'est que lorsque des problèmes environnementaux particuliers prennent l'ampleur de crises dans certains pays que ceux-ci se sentent contraints d'agir. Cependant, le processus se fait lentement et, bien sûr, l'essence de la motion présentée par mon collègue vient illustrer certains problèmes rencontrés dans l'élaboration d'une politique environnementale lorsque plus d'une nation est en cause.

Les nations ont toujours été lentes à réagir. Les pollueurs sont rarement décelés rapidement. Ce n'est que récemment que le ministre de l'Environnement (M. McMillan) a désigné cinq pollueurs du Saint-Laurent. Toutefois, il faut dire qu'ils ne sont pas toujours faciles à repérer et qu'ils ne sont pas tous situés dans les limites du pays victime de leur pollution. Quel meilleur exemple de cela que les Grands Lacs et la voie maritime du Saint-Laurent.